

Rwanda

Ces réfugiés dont personne ne veut

Jean Hélène

Le Monde, 8 octobre 1990

Si Kigali était, vendredi 5 octobre, une ville morte où seuls circulaient les militaires, l'aéroport, que les rebelles auraient tenté d'investir à l'aube, a été le théâtre d'un peu d'animation. Ce fut, dans la matinée, l'arrivée des parachutistes belges dans les pas des légionnaires français puis, le soir, l'évacuation d'une centaine de ressortissants français à bord d'un Boeing-747 d'Air France. La frontière avec l'Ouganda est, selon Kampala, hermétiquement close. Les autorités de Bujumbura, quant à elles, ont fait officiellement savoir que « *quelques mesures ont été prises* » pour empêcher les Rwandais réfugiés au Burundi de rentrer chez eux et de se rallier aux insurgés.

Un acte de désespoir

Fait nouveau et plus inquiétant pour le président Habyarimana, qui veut croire que l'opposition à son régime est uniquement le fait de membres de l'ethnie tutsie en exil : un ancien colonel de l'armée rwandaise, d'origine hutue, Alexis Kanyarengwé, commanderait une unité de maquisards. Il s'était exilé en Tanzanie, après une tentative de coup d'Etat en 1980. A Bruxelles, un porte-parole du Front patriotique national, qui aurait déclen-

ché la rébellion, a souligné, vendredi, que des Rwandais d'ethnie hutue combattaient « *aux côtés de leurs frères tutsis* ». Un autre exilé rwandais, M. Jean Barahinyura, a expliqué, de son côté, que l'offensive contre le régime en place à Kigali représentait un acte de désespoir de la part de réfugiés qui savent qu'ils n'ont aucun avenir en Ouganda. Ces gens envers lesquels le président Yoweri Museveni a contracté une dette lorsqu'ils l'ont aidé à prendre le pouvoir (le chef des rebelles, Fred Rwigyema, a commandé la prise de Kampala en janvier 1986) sont bien souvent rejetés par les Ougandais de souche, qui n'acceptent pas cette « *élite immigrée* ». Les autorités ougandaises ont en vain demandé au gouvernement rwandais de permettre le retour d'une partie de ses 200 000 réfugiés. Mais, à Kigali, on souhaiterait plutôt qu'ils obtiennent la nationalité de leur pays d'accueil. On fait valoir, à cet égard, le problème de la surpopulation du Rwanda et ses conséquences dramatiques : l'épuisement des sols surcultivés et le morcellement des champs ont provoqué une famine chronique dans le sud du pays.

Mais ce refus est peut-être plus politique qu'économique. L'attitude « *passive* » de l'Ouganda devant l'in-

ursion des rebelles, selon le mot du ministre rwandais des affaires étrangères, trouverait un début de réponse dans le drame de ces réfugiés dont plus personne ne veut.